

Plan détaillé

1 Avant-propos

Première partie

L'ordre juridique de l'Union européenne

4 Chapitre préliminaire – Traits fondamentaux de l'Union européenne

4 Section 1 – Une Union d'États

4 § 1 – Les conditions d'adhésion

6 § 2 – Les conditions du retrait

7 § 3 – Les conditions de la révision

10 Section 2 – Une Union de droit

10 § 1 – Les droits fondamentaux imposés aux institutions de l'Union

15 § 2 – Les droits fondamentaux imposés aux États

17 Section 3 – Une Union de citoyens

18 § 1 – Une citoyenneté de superposition

19 § 2 – Les droits du citoyen européen

22 Chapitre 1 – Les compétences de l'Union européenne

22 Section 1 – La détermination des compétences de l'Union

22 § 1 – L'attribution des compétences

25 § 2 – La catégorisation des compétences de l'Union européenne

28 Section 2 – L'exercice des compétences de l'Union européenne

28 § 1 – Le principe de subsidiarité

31 § 2 – Le principe de proportionnalité

32 § 3 – Le principe de flexibilité

38 Chapitre 2 – Les institutions de l'Union européenne

38 Section 1 – Les principes structurant le dispositif institutionnel

38 § 1 – Les principes régissant les rapports interinstitutionnels

39 § 2 – Les principes régissant les rapports entre États et institutions

42 § 3 – Les principes régissant les rapports entre les institutions et les justiciables

44 Section 2 – La collaboration des institutions communautaires

44 § 1 – La fonction exécutive

55 § 2 – La fonction législative

63 § 3 – La fonction budgétaire

65 § 4 – La fonction internationale

68 § 5 – La fonction de contrôle

73 Chapitre 3 – Les sources du droit de l'Union européenne

73 Section 1 – Le droit primaire

73 § 1 – Identification

VI • Droit de l'Union européenne

74	§ 2 - Champ d'application
74	§ 3 - L'invulnérabilité du droit primaire
74	Section 2 - Les principes généraux du droit
74	§ 1 - Valeur constitutionnelle
75	§ 2 - Les sources des principes généraux du droit
75	Section 3 - Le droit conventionnel
75	§ 1 - Rang du droit conventionnel
76	§ 2 - Conditions d'invocabilité
76	Section 4 - Le droit dérivé
77	§ 1 - Les actes rentrant dans la nomenclature de l'article 288 FUE
80	§ 2 - Les actes hors nomenclature
82	Chapitre 4 - L'articulation du droit de l'Union et des droits nationaux
82	Section 1 - La primauté du droit de l'Union européenne
82	§ 1 - Des conceptions traditionnellement divergentes
86	§ 2 - Des conceptions désormais convergentes
91	Section 2 - L'effet direct du droit de l'Union européenne
91	§ 1 - L'effet direct vu par la Cour de justice
96	§ 2 - La réception de l'effet direct par le Conseil d'État
98	Section 3 - La justiciabilité du droit de l'Union européenne
98	§ 1 - L'interprétation conforme
99	§ 2 - L'invocabilité d'exclusion
101	§ 3 - L'invocabilité de substitution
102	§ 4 - L'invocabilité de réparation

Seconde partie

Droit du contentieux de l'Union européenne

106 Chapitre préliminaire - La garantie du droit au juge

106	Section 1 - Les fondements du droit au juge
106	§ 1 - Un droit d'essence prétorienne
106	§ 2 - La récente consécration par la Charte des droits fondamentaux
107	Section 2 - L'intensité du droit au juge
107	§ 1 - Un droit à usage unique
108	§ 2 - L'exigence d'effectivité de la protection juridictionnelle
108	§ 3 - L'exigence d'immédiateté de la protection juridictionnelle
110	§ 4 - L'exigence d'une protection juridictionnelle non discriminatoire

113 Titre 1 - L'architecture juridictionnelle de l'Union européenne

114 Chapitre 1 - La Cour de justice de l'Union européenne

114	Section 1 - Une juridiction diverse
114	§ 1 - La Cour de justice

118	§ 2 - Le Tribunal	118
120	§ 3 - L'avènement des tribunaux spécialisés	123
121	Section 2 - Une juridiction néanmoins unitaire	123
121	§ 1 - Le pourvoi	123
122	§ 2 - Le réexamen	123
125	Chapitre 2 - Les juridictions nationales, juges de droit commun de l'Union européenne	125
125	Section 1 - L'autonomie de la notion de juridiction nationale au sens de l'article 267 FUE	125
125	§ 1 - Enjeu	125
125	§ 2 - Faisceau d'indices	125
126	§ 3 - Hiérarchisation des critères	125
126	§ 4 - Exclusion des arbitres privés	125
126	§ 5 - Qualification reconnue aux juridictions constitutionnelles	125
126	§ 6 - Qualification reconnue aux juridictions communes à plusieurs États membres	125
127	Section 2 - Les ressorts de la contribution des juridictions nationales à l'édification de l'ordre juridique de l'Union européenne	125
127	§ 1 - Une relation préjudicielle fondée sur une logique de coopération	125
128	§ 2 - Une coopération renforçant le pouvoir des juridictions nationales	125
133	Titre 2 - Le contrôle des actes des États membres	125
134	Chapitre 1 - La voie normale : le recours en manquement	125
134	Section 1 - L'autonomie du recours en manquement	125
135	Section 2 - Un recours réservé à la Commission et aux États membres	125
135	§ 1 - Un contrôle, en pratique, exclusivement introduit par la Commission	125
135	§ 2 - La désaffection logique des États membres pour le recours en manquement	125
136	§ 3 - L'exclusion des requérants ordinaires	125
137	Section 3 - Une conception large du manquement au service d'une application uniforme du droit de l'Union	125
137	§ 1 - La conception unitaire de l'État	125
138	§ 2 - Le caractère objectif du recours en manquement	125
139	§ 3 - La rigueur de la Cour dans l'examen des justifications avancées par les États	125
140	Section 4 - Une procédure strictement encadrée	125
141	§ 1 - La phase précontentieuse	125
142	§ 2 - La phase contentieuse	125
144	Section 5 - Les conséquences de l'arrêt en manquement	125
144	§ 1 - L'obligation d'exécution	125
144	§ 2 - La sanction de l'inexécution de l'arrêt en manquement : le recours en manquement sur manquement	125

149	Chapitre 2 – La voie détournée : le renvoi préjudiciel en interprétation
149	Section 1 – L'extension du champ de la coopération juridictionnelle opérée par le traité de Lisbonne
149	§ 1 – Le champ d'application <i>ratione personae</i>
151	§ 2 – Le champ d'application <i>ratione materiae</i>
151	§ 3 – La dimension temporelle du renvoi préjudiciel
153	Section 2 – Le rôle des juridictions nationales
153	§ 1 – L'identification d'une difficulté sérieuse d'interprétation du droit de l'Union européenne
156	§ 2 – Un dispositif dual de coopération
159	Section 3 – Les effets de l'arrêt préjudiciel en interprétation
159	§ 1 – Le caractère obligatoire de l'arrêt
160	§ 2 – Le caractère rétroactif de l'arrêt
162	Chapitre 3 – La voie inattendue : la mise en jeu de la responsabilité de l'État pour violation du droit de l'Union européenne
162	Section 1 – Un régime tardivement énoncé par la Cour de justice
162	§ 1 – Un principe de responsabilité largement entendu
163	§ 2 – La définition ultérieure des conditions d'engagement de la responsabilité des États
164	Section 2 – La réception du principe de responsabilité par le Conseil d'État
164	§ 1 – Les points de convergence
165	§ 2 – Les points d'achoppement
169	Titre 3 – Le contrôle des actes des institutions et des organes de l'Union
170	Chapitre 1 – Le contrôle par les juridictions nationales
170	Section 1 – Le monopole de la Cour dans la constatation de l'invalidité des actes de droit dérivé
170	§ 1 – Un monopole issu d'une réécriture prétorienne de l'article 267 al. 2 FUE
173	§ 2 – Un monopole temporairement altéré en cas d'octroi d'une protection provisoire
174	Section 2 – L'incidence de l'inscription du renvoi préjudiciel dans la logique de la compensation des voies de droits
174	§ 1 – Le renvoi en appréciation de validité, instrument de garantie du droit au juge
175	§ 2 – La subjectivisation du renvoi en appréciation de validité
177	Section 3 – Les effets de l'arrêt préjudiciel en appréciation de validité
177	§ 1 – Une déclaration d'invalidité produisant des effets analogues à une annulation
179	§ 2 – Les effets de la déclaration de non-invalidité

181	Chapitre 2 – Le contrôle par la Cour de justice de l’Union européenne
181	Section 1 – Les voies de droit principales
181	§ 1 – Le recours en annulation
193	§ 2 – Le recours en carence
196	§ 3 – Le recours en responsabilité
199	Section 2 – La voie de droit accessoire : l’exception d’illégalité
199	§ 1 – Conditions
201	§ 2 – Portée
204	Chapitre 3 – Le contrôle par la Cour européenne des droits de l’homme
204	Section 1 – Les possibilités actuelles
204	§ 1 – La contestation du droit primaire
204	§ 2 – La contestation du droit dérivé
205	Section 2 – Les perspectives ouvertes par l’adhésion de l’Union européenne à la Convention européenne des droits de l’homme
205	§ 1 – L’imputation de la violation de la Convention
206	§ 2 – La préservation de l’autonomie de l’ordre juridique de l’Union
209	Bibliographie générale
211	Index alphabétique
216	Index de jurisprudence